

Bulletin Mensuel

des

Statistiques des Finances Publiques

Février 2004

Les Principales Tendances

Au niveau des Recettes

* Les recettes fiscales, réalisées à hauteur de 16% des prévisions de la LF, sont en diminution de 4% par rapport à fin Février 2003. Cette diminution s'explique principalement par les baisses enregistrées au niveau des Droits de Douane (-12%), des Impôts Indirects (-5%), et des Impôts Directs (-3%).

* Les recettes de l'IS sont en baisse de 18%.

* Les recettes de la TVA ont enregistré une augmentation de 16%

* Les recettes des Taxes Intérieures à la Consommation diminuent de 27%.

Au niveau des Dépenses

* Les dépenses de Personnel ont atteint près de 9,6 MMDhs, soit une augmentation de 8%.

* Les dépenses des autres biens et services ont augmenté de 51% avec un taux de réalisation de l'ordre 16%.

* Le montant des dépenses d'investissement est de l'ordre de 2,9 MMDhs contre 3,9 MMDhs à fin Février de l'année dernière.

Au niveau du déficit du trésor et de son financement

* Le solde ordinaire dégage un déficit de l'ordre de -1,9 MMDhs et hors charges en intérêts de la dette, il est excédentaire de +2,3 MMDhs.

* Le besoin de financement s'élève à 1,1 MMDhs.

* Le financement intérieur net a été sollicité pour 3,7 MMDhs.

* L'encours des dépôts au trésor est en accroissement sensible; soit 5,8 MMDhs de plus qu'à fin Décembre 2003.

Situation des Charges et
Ressources du Trésor

Recettes

Dépenses

Comptes spéciaux du
Trésor

Dette Publique

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

Millions de Dirhams	Févr 2003	LF 2004	Févr 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	15 394	107 245	15 626	15	2
1.1- Recettes fiscales	14 270	83 268	13 716	16	-4
- Impôts directs	5 163	33 230	5 028	15	-3
- Impôts indirects	5 646	34 468	5 376	16	-5
- Droits de douane	1 904	10 218	1 684	16	-12
- Enregistrement et timbres	1 557	5 352	1 628	30	5
1.2- Recettes non fiscales	493	20 097	1 038	5	111
- Monopoles	189	5 676	356	6	88
- Domaine	16	178	44	25	175
- Autres recettes	288	2 243	638	28	122
- Privatisation	0	12 000	0	0	
1.3- Recettes de certains CST	631	3 880	872	22	38
- Fonds de soutien des prix	332	1 810	426	24	28
- Fonds spécial routier	299	2 070	446	22	49
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	15 362	100 438	17 599	18	15
2.1- Biens et services	11 521	79 409	13 623	17	18
Personnel	8 834	53 567	9 568	18	8
Autres biens et services	2 687	25 842	4 055	16	51
2.2- Intérêts de la dette	3 841	17 629	3 976	23	4
Intérieure	3 058	14 548	3 529	24	15
Extérieure	783	3 081	447	15	-43
2.3- Compensation	0	3 400	0	0	
dont Fonds de soutien des prix	0	1 810	0	0	
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	32	6 807	-1 973		
4- INVESTISSEMENT	3 851	21 306	2 926	14	-24
dont FDS Routier	11	2 070	4	0	-64
5- SOLDE DES CST	3 099	96	2 464		-20
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	-720	-14 403	-2 435		
7- VARIATION INSTANCES	1 757	0	1 322		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT.</u>	1 038	-14 403	-1 113		
9- FINANCEMENT INTERIEUR	4 245	16 562	3 732	23	
- Adjudications	11 421		6 642		
- BDT à 6 mois	-311		-155		
-Autres Emprunts	-1 927		-579		
- Dépôts au trésor	-4 267		5 831		
- Compte courant à BAM	1 356		-2 789		
-Autres Opérations	-2 127		-5 218		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR	-5 283	-2 159	-2 619		
- Tirages et dons	294	6 203	467	8	
- Amortissement	5 577	8 362	3 086	37	

RECETTES ORDINAIRES

Millions de Dirhams	Fevr 2003	LF 2004	Fevr 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>14 270</u>	<u>83 268</u>	<u>13 716</u>	<u>16</u>	<u>-4</u>
Impôts Directs	5 163	33 230	5 028	15	-3
Impôts des patentes	14	300	28	9	99
Impôt sur les sociétés	1 458	12 858	1 197	9	-18
I.G.R	3 574	19 337	3 692	19	3
Taxe urbaine	4	80	13	16	218
Majorations de Retard	67	620	68	11	1
Autres Impôts directs	46	35	31	88	-33
Droits de Douane	1 904	10 218	1 684	16	-12
Impôts Indirects	5 646	34 468	5 376	16	-5
T.I.C	2 681	15 369	1 948	13	-27
- Tabacs manufacturés	896	5 424	705	13	-21
- Produits énergétiques	1 611	8 849	1 063	12	-34
- Autres	174	1 096	180	16	3
TVA	2 965	19 099	3 428	18	16
- Intérieure	1 444	8 913	1 811	20	25
- à l'importation	1 521	10 186	1 616	16	6
Droits d'Enregistrement & de Timbres	1 557	5 352	1 628	30	5
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>493</u>	<u>20 097</u>	<u>1 038</u>	<u>5</u>	<u>111</u>
Produits de Domaine	16	178	44	25	175
Produits des monopoles	189	5 676	356	6	88
Recettes des Privatisations	0	12 000	0	0	
Fonds de Concours	28	0	64		+129
Rec. en Atténuation de Dépenses	6	551	176	32	
Autres Produits	254	1 692	398	24	57
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>631</u>	<u>3 880</u>	<u>872</u>	<u>22</u>	<u>38</u>
- Fonds de soutien des prix	332	1 810	426	24	28
- Fonds spécial routier	299	2 070	446	22	49
<u>RECETTES ORDINAIRES (n. c. les dons)</u>	<u>15 394</u>	<u>107 245</u>	<u>15 626</u>	<u>15</u>	<u>2</u>

LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

A fin février 2004, la situation des charges et ressources du trésor se présente comme suit:

- **Les Recettes Ordinaires** ont été réalisées à hauteur de 15% des prévisions, sous l'effet conjugué d'un taux de réalisation de 16% des recettes fiscales, de 5% des recettes non fiscales et de 22% des recettes inscrites au titre du fonds de soutien aux produits alimentaires et du fonds spécial routier.

Elles ont augmenté de 2% en dépit de la baisse de 4% des recettes fiscales.

- **Les Dépenses Ordinaires** ont augmenté de 15%, sous l'effet de la hausse des dépenses de personnel (8%), des autres dépenses de biens et services (51%) et des charges en intérêts de la dette publique (4%).

- Le **Solde Ordinaire** s'est ainsi établi à -1,9 MMDhs contre 32 MDhs à fin février 2003.

- Compte tenu des dépenses d'investissement qui se sont établies à hauteur de 2,9 MMDhs et du solde des comptes spéciaux du trésor qui est de l'ordre de 2,5 MMDhs, **le déficit global du trésor** passe de 0,7 MMDhs en 2003 à près de 2,4 MMDhs à fin février 2004.

La variation des instances de paiement s'est établie à 1,3 MMDhs contre 1,7 MMDhs en 2003 et a permis de contenir **le besoin de financement du trésor** au niveau de 1,1 MMDhs.

Par ailleurs, le flux de financement net extérieur ayant été de -2,6 MMDhs; il a fallu mobiliser près de 3,7 MMDhs en financements intérieurs nets provenant notamment du marché des adjudications (+6,6 MMDhs) et des dépôts au trésor (+5,8 MMDhs).

I-LES RECETTES ORDINAIRES

I-1) LES RECETTES FISCALES

Avec un montant de 13,7 MMDhs, les recettes fiscales sont en baisse de 4% suite aux évolutions suivantes :

1- Les impôts directs ont été réalisés à hauteur de 15% et sont en diminution de 3% par rapport à fin février 2003.

- **Les recettes de l'IS** ont enregistré une baisse de 18% avec un taux de réalisation de 9% par rapport aux prévisions.

Cette baisse résulte notamment de la baisse de près de 16% des versements de la CDG, de BAM et de l'IAM. La part de ces institutions dans le total de l'IS avoisine habituellement les 50%.

De plus, le montant des restitutions sur "IS/TPPRF" accordées durant les deux premiers mois de l'exercice, ont avoisiné 90 MDhs et contribuent ainsi au repli des recettes nettes de cet Impôt.

- **Les recettes de l'I.G.R.**, qui avec un taux de réalisation de 19%, n'enregistrent qu'une légère progression de 3% par rapport à février 2003.

2- Les droits de douanes dont le taux de réalisation est de 16%, accusent une baisse de 12% sous l'effet, entre autres, de la poursuite du processus de démantèlement tarifaire.

3- Les impôts indirects, avec un taux de réalisation de 16% sont en baisse de 5%, suite aux évolutions suivantes:

- Les recettes de **la TVA** réalisées à hauteur de 18% des prévisions enregistrent une hausse de 16%. Cette évolution résulte d'une amélioration de la TVA à l'intérieur de 25% et d'une progression de la TVA à l'importation de 6%. L'amélioration de la TVA à l'intérieur s'explique notamment par les rentrées de la TVA sur les tabacs manufacturés d'un montant de près de 200 MDhs et par un accroissement de 75 MDhs de la TVA versée par IAM.

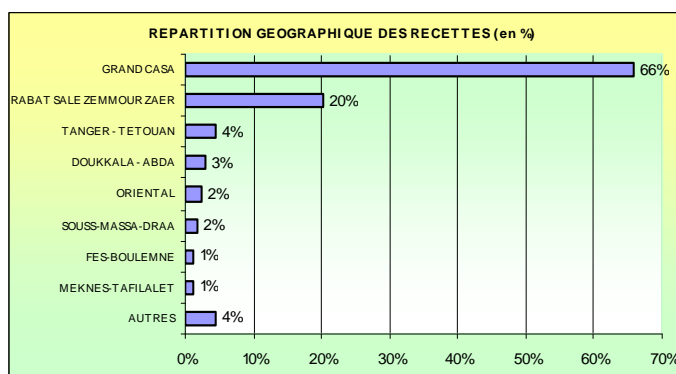
- Les recettes de **la taxe sur les tabacs manufacturés** ont été réalisées à hauteur de 13% des prévisions et marquent une baisse de 21% par rapport à fin février 2003. Cette baisse est à nuancer du fait qu'en janvier 2003, la régie des tabacs avait continué à verser les reliquats de la TIC sur l'exercice 2002.

- Les recettes de *la taxe sur les produits énergétiques* ont été réalisées à hauteur de 12% des prévisions et sont en forte baisse (34%), suite à la suppression de la TIC applicable à certains combustibles servant à la production de l'énergie électrique (LF 2004)

4- *Les droits d'enregistrement et de timbre* se sont appréciés de 5% par rapport à l'exercice précédent et ont été réalisés à hauteur de 30%, soit le même taux que l'année dernière.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RECETTES

La répartition des recettes fiscales selon les 16 Régions est caractérisée par une nette prédominance du Grand-Casablanca et de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer où plus de 80% des recouvrements sont effectués en raison de la concentration des grandes unités de production de biens et de services au niveau desdites régions.



I-2) LES RECETTES NON FISCALES

Avec un montant de plus de 1,0 MMDhs, les recettes non fiscales ont plus que doublé par rapport au niveau de février 2003, bien qu'elles n'aient été réalisées qu'à hauteur de 5% par rapport aux prévisions.

Cette évolution résulte:

i) du volume *des monopoles* qui a doublé en passant de 180 MDhs en 2003 à 356 MDhs à fin Février 2004, grâce aux versements de BAM au titre des commissions de change (+17 MDhs), de l'ANCFCC (+100 MDhs) et de l'ONT (+58 MDhs)

ii) du niveau atteint par *les fonds de concours*, soit 64 MDhs contre 28 MDhs à fin février 2003;

iii) des recettes *des autres produits* qui se sont accrues de 57%, en particulier les intérêts sur placements et avances (plus-value de 100 MDhs par rapport à 2003).

I-3) AUTRES ELEMENTS D'EXPLICATION DE L'EVOLUTION DES RECETTES

Les émissions des rôles d'impôts et taxes se sont chiffrées à 372 MDhs à fin février 2004, contre 379 MDH une année auparavant, soit une baisse de 2%. Ces émissions ont porté essentiellement sur l'IS suivi de la TVA et de l'IGR comme le fait apparaître le tableau ci-après.

Millions de Dirhams	à fin févr 2003	à fin févr 2004	Evol en %
TU	4	11	175
PAT	36	13	-64
IS	295	131	-56
IGR	20	95	375
PSN	5	23	360
TVA	19	95	400
AUTRES	0	4	
TOTAL	379	372	-2

Les recettes brutes réalisées au titre des impôts et taxes émis *par voie de rôles* (y compris la part des collectivités locales dans la TVA, l'impôt des patentes et la TU) enregistrent une baisse de 35% en comparaison avec celles recouvrées à fin Février 2003, soit 746 MDhs contre 1141 MDhs. Cette baisse serait atténuée si l'on exclut le rôle émis à l'encontre de la CDG et recouvré en Janvier 2003.

Comme en 2003, ces recouvrements ont porté plus sur les émissions des années antérieures que sur celles de la gestion courante, soit respectivement 93% contre 7 %. Elles concernent les 4 natures suivantes: Impôt des patentes, IS, IGR et TU (20% chacun).

S'agissant des *dépenses fiscales* (annulations + restitutions), celles-ci ont diminué de 14% avec un montant global de 316 MDhs, contre 369 MDhs une année auparavant.

En baisse de 26%, les annulations ont concerné essentiellement l'IS (47 MDhs), l'IGR (13 MDhs) et la TVA (12 MDhs).

Les restitutions sur impôts et taxes ont diminué de 7% en raison essentiellement de la baisse de celles relatives à la TVA qui passent de 193 MDhs en 2003 à 116 MDhs en 2004. Les restitutions sur IS sont par contre en augmentation en raison de la restitution sur la "TPPRF" accordée en février 2004.

Dhs	2003			2004			Evol en %
	Annul.	Restit.	Total	Annul.	Restit.	Total	
TVA	41	193	234	12	116	128	-45
IS	24	18	42	47	89	136	223
IGR	16	2	18	13	5	18	-2
Autres	59	16	75	32	3	35	-54
Total	140	229	369	103	213	316	-14

II - LES DEPENSES

II-1) LES EMISSIONS

Les émissions des dépenses totales imputées au budget général de l'État ont atteint près de 26 MMDhs, soit un taux d'exécution de 17%. Ces dépenses se répartissent comme suit : dépenses de fonctionnement: 53%, dépenses de la dette: 36% et dépenses d'investissement: 11% .

a -LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les émissions relatives aux dépenses de fonctionnement sont en hausse de 18% par rapport à fin février 2003, sous l'effet de i) la hausse de 8% des dépenses de personnel; ii) la forte augmentation des dépenses de matériel, soit 4,0 MMDhs contre 2,7 MMDhs et iii) la baisse des dépenses relatives aux subventions et transferts.

b -LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Millions de Dhs	2003	L.F 2004	2004	Réal en %	Evol en %.
TOTAL	25 445	150 647	25 977	17	2
1-Fonctionnement	11 660	81 047	13 703	17	18
Personnel	8 834	53 567	9 568	18	8
Matériel	2 694	14 227	4 023	28	49
Subv & Trfrts	132	6 550	112	2	-15
Compensation		1 590			
Dépenses imprévues		5 113			
2- Investissement	3 840	27 974	2 921	10	-24
dont reports		8 779			
3- Dette publique	9 945	41 626	9 353	22	-6

Le montant global des crédits disponibles au titre du budget d'investissement est de 28,2 MMDH dont 19,2 MMDhs de crédits ouverts par la LF et 8,8 MMDhs de reports.

Ces crédits d'investissement ont fait l'objet d'émissions à concurrence de 10%, soit un montant de 2,9 MMDhs réparti en subventions et transferts (87%) et projets initiés directement par les départements ministériels (13%).

Millions de Dhs	2003	L.F. 2004	2004	Taux	Evol %
1- Investissements directs	565	12 561	366	3	-35
2- Subventions et transferts	3 275	15 413	2 555	17	-22
a- Subventions transferts et Charges Comm.	1 641	6 484	669	10	-59
-Dette des Établissements Publics	1 510	1 531	0	0	-100
-Augmentation du capital des établissements publics	0	960	0	0	
-Concours divers	131	3 443	669	19	411
-Ristournes d'intérêt & risque de change	0	550	0	0	
b- Autres subventions (Ministères)	1 634	8 929	1 886	21	15
TOTAL	3 840	27 974	2 921	10	-24

Les reports de crédits d'un montant de 8,8 MMDhs sont entièrement intégrés aux investissements directs des ministères

II-2) LES INSTANCES

Les règlements effectués par la TGR à fin février 2004 s'élèvent à 36,9 MMDhs et se répartissent comme suit:

en Millions de Dhs	Règlements	Structure en %
Fonctionnement	10 119	28
Investissement	1 266	3
Comptes spéciaux du trésor	1 652	4
Dette	23 911	65
TOTAL	36 948	100

Les instances de paiement du Trésor se sont établies à 4,0 MMDhs à fin février 2004 enregistrant ainsi une variation de + 1,3 MMDhs par rapport à leur niveau de fin décembre 2003, soit une hausse de 49%. Néanmoins, leur niveau est beaucoup plus bas que la moyenne (4,7 MMDhs) de l'année précédente.

Répartition des instances par bénéficiaires			
Millions de Dhs	Déc 2003	Jan 2004	Févr 2004
TOTAL INSTANCES	2 709	3 937	4 031
Entreprises privées	1 727	2 560	1 793
Etablissements publics	982	1 377	2 238

II-3) LES DELAIS D'ORDONNANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le délai moyen d'ordonnancement, qui correspond à la période courue entre la date de certification du service fait et celle d'émission de l'OP est de 190 jours. Le délai moyen le plus élevé a été constaté pour les OP émanant des départements suivants: des pêches, de l'éducation nationale, des affaires culturelles et du plan.

Le délai moyen de règlement, qui correspond à la période courue entre la date de réception de l'OP par la TGR et celle de son règlement est de 44 jours, soit moins que le délai constaté une année auparavant.

III - LES COMPTES SPECIAUX DUN TRESOR

A fin Février 2004, les recettes des comptes spéciaux du trésor se sont établies à 5,2 MMDhs, soit un taux de réalisation de 22% des prévisions. Ces recettes concernent principalement les CAS.

Les émissions de dépenses des comptes spéciaux du trésor ont atteint 1,8 MMDhs et ont concerné essentiellement les CAS avec 867 MDhs et les comptes de dépenses sur dotations avec 949 MDhs, soit respectivement 5 % et 20% des prévisions.

	RECETTES			DEPENSES		
	LF 2004	Fevr 2004	Taux Réal	LF 2004	Fevr 2004	Taux Réal
AFFECTATION SPECIALE (CAS)	19 019	3967	21	19 019	867	5
Part TVA des C L	8 185	1469	18	8 185	115	1
Soutien p. alim.	1 810	426	24	1 810	0	0
Fds spécial routier	2 070	446	22	2 070	4	0
Fds dev. agricole	600	71	12	600	0	0
Fds. Equip. Lutte contre chom	567	90	16	567	0	0
Fonds emploi domanial	697	19	3	697	0	0
Autres	5 090	1401	28	5 090	748	15
CPTEs DE PRETS	338	65	19	180	0	0
Dpses sur Dotations	4 681	1163	25	4 681	949	20
A.D.N	4 600	1163	25	4 600	948	21
AUTRES CST	8	0	0	70	2	3
TOTAL	24 046	5150	22	23 950	1818	8

IV-LA DETTE PUBLIQUE

IV-1) DETTE BUDGETISEE

A fin Février 2004, les recettes d'emprunt se sont élevées à 14,4 MMDhs et ont été réalisées à hauteur de 16%. Elles sont composées essentiellement de recettes au titre de la dette intérieure.

Les dépenses en amortissements de la dette publique

RECETTES D'EMPRUNT	Prévu LF 2004	Réalisé	Taux Réal.
Total	36 580	14 439	16
Extérieure	4 780	175	4
Intérieure	31 800	14 264	45

budgétisée ont été réalisées à hauteur de 22% des crédits ouverts à ce titre, soit 5,4 MMDhs réparties à raison de 2 MMDhs pour la dette extérieure et 3,4 MMDhs pour la dette intérieure

Quant aux charges en intérêts de la dette directe du Trésor, elles s'élèvent à près de 4 MMDhs enregistrant ainsi une hausse de 4% par rapport au même mois de l'année précédente. Cette évolution est le résultat d'une baisse de la dette extérieure de 43 % et d'une hausse de la dette intérieure de 15%.

Millions de Dhs	Févr 03	LF 2004	Févr 04	Evol en %	Taux de Réal
Amortissement	6 104	23 998	5 377	14	22
D. extérieure	4 200	8 362	1 959	-53	23
D. intérieure	1 904	15 636	3 418	80	22
Intérêts et Commissions	3 841	17 629	3 976	4	23
D. extérieure	783	3 081	447	-43	15
D. intérieure	3 058	14 548	3 529	15	24

A eux seuls, les intérêts et commissions sur dette intérieure représentent 89% de ce service.

IV-2) DETTE HORS BUDGET

Les opérations de la dette extra-budgétaire ont généré un flux net négatif de 5,7 MMDhs en raison:

1) du flux net négatif de 4,9 MMDhs dégagé par la dette intérieure et résultant essentiellement des souscriptions sur le marché des adjudications (bons ≤ 2 ans).

Les bons du trésor émis par voie d'adjudication représentent à eux seuls, 94% de l'encours de la dette intérieure et sont en hausse de près de 3% par rapport à fin Décembre 2003.

2) des opérations de la dette extérieure hors budget qui se sont soldées par un flux net négatif de 772 MDhs.

Dettes extra-budgétaires	Recettes	Dépenses	Flux
TOTAL	8 859	14 558	-5 699
A-Dette Intérieure	8 504	13 431	-4 927
Bons Adju (=ou< 2 ans)	7 263	12 046	-4 783
Bons du Trésor à 6 mois	1 241	1 385	-144
B-Dette Extérieure	355	1 127	-772
Crédits Fournisseurs étrang.	9	84	-75
Aide Balance des Paiem	0	0	0
Blé Français	20	36	-16
Blé Américain	0	16	-16
Fonds monétaire arabe	0	0	0
Comptes rééchelonnement	326	991	-665

ENCOURS DE LA DETTE

L'encours global de la dette du Trésor est de l'ordre de 303 MMDhs, dont 72% au titre de la dette intérieure. Il enregistre ainsi une légère augmentation de 1% par rapport à fin décembre 2003.

Les bons du trésor émis par voie d'adjudication représentent à eux seuls, 94% de l'encours de la dette intérieure et sont en hausse de près de 3% par rapport à fin Décembre 2003.

Millions de Dhs	Fin 2003	Fin Fevr 04	Evol (%)
TOTAL	299 963	303 351	1
Dettes extérieures	88 316	85 760	-3
Dettes intérieures	211 647	217 591	3
dont :			
Adjudications	197 101	203 743	3
E.Oblig & Conv.	7 926	7 397	-7
Emp. Nationaux	729	729	0
BT à 6 mois	3 056	2 912	-5
Jeunes Promot.	480	430	-10
Prog socio-écon.	2 052	2 080	1
Autres	303	300	-1

